

République française
Département du Tarn

BUREAU CTÉ DE CNES DU HAUT-LANGUEDOC
5 rue de l'Artisanat - LACAUNE

Délibération relative à Révision de la délibération relative au au régime indemnitaire RIFSEEP

Séance du 09 décembre 2024
Délibération n°DBC_2024_079

<u>Nombre de conseillers</u>
En exercice : 20
Présents : 14
Absents :
- dont suppléés : 0
- dont représentés : 1
Votants : 15
- dont « pour » : 15
- dont « contre » : 0
- dont abstention : 0

Le 09 décembre 2024 à 16 h 30, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes du Haut-Languedoc, convoqué le 26 novembre 2024, s'est réuni sous la présidence de Daniel VIDAL à LACAUNE.

Présents : Max ALLIES, Véronique ARMENGAUD, Pierre BAILLY, Evelyne BOUSQUET, Robert BOUSQUET, Marie-José BROUSSE, Alain CABROL, André CABROL, Isabelle CALVET, Francis CROS, Pierre ESCANDE, Jim RONEZ, Anne-Lise SAUTEREL, Daniel VIDAL

Représentés : Michel FARENC par Marie-José BROUSSE

Excusés : Alain BARTHES, Jacques CALVET, Marie CASARES, Denis MAFFRE, Vincent VIDAL

Secrétaire de séance : Robert BOUSQUET

Objet : Révision de la délibération relative au au régime indemnitaire RIFSEEP

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le code général de la fonction publique,
Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application de l'article L. 714-4 du code général de la fonction publique,
Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,
Vu le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,
Vu la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,
Vu l'avis du comité social territorial en date du 19 novembre 2024

AGEDI Dépôt Préfecture d'Albi
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 10/12/2024 081-200066553-20241209-DBC_2024_079-DE

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution des indemnités,

Le Président informe l'assemblée,

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'Etat est transposable à la fonction publique territoriale. Il se compose :

- d'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- d'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA) basé sur l'entretien professionnel.

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles exclues du dispositif RIFSEEP.

Entendu le rapport du Président,

Le Bureau communautaire,

DECIDE

A l'unanimité des membres présents

- d'instituer comme suit la mise en œuvre du RIFSEEP :

1. Les bénéficiaires

Sont susceptibles de bénéficier du régime indemnitaire tel que défini dans la présente délibération :

- Les fonctionnaires titulaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel
- Les fonctionnaires stagiaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel
- Les contractuels à temps complet, temps non complet ou à temps partiel

2. Modalités d'attribution individuelle

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE et au titre du CIA, sera librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par délibération.

Le Versement sera mensuel pour l'IFSE et semestriel pour le CIA.

3. Conditions de cumul

Le régime indemnitaire mis en place par la présente délibération est par principe, exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.

Il peut en revanche être cumulé avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- les dispositifs d'intéressement collectif,
- les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
- la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel

4. Les critères de L'IFSE

Il est instauré au profit des bénéficiaires visés ci-dessus, une indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise (IFSE) ayant vocation à valoriser l'ensemble du parcours professionnel des agents.

AGEDI Dépôt Préfecture d'Albi
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 10/12/2024 081-200066553-20241209-DBC_2024_079-DE

Cette indemnité repose sur la formalisation de critères professionnels liés aux fonctions exercées d'une part, et sur la prise en compte de l'expérience accumulée d'autre part.

Les fonctions occupées par les fonctionnaires d'un même cadre d'emplois sont réparties au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants :

- **Encadrement**

- Niveau hiérarchique
- Nombre de collaborateurs (encadrés directement ou indirectement)
- Type de collaborateurs encadrés
- Niveau d'encadrement
- Niveau de responsabilité lié aux missions (ressources humaines, financière, juridique, politique, technique)
- Délégation de signature en termes de gestion du personnel
- Organisation du travail des agents, gestion des plannings
- Supervision accompagnement d'autrui tutorat
- Conduite de projet
- Préparation et/ou animation de réunion
- Conseil aux élus

- **Technicité**

- Technicité, niveau de difficulté
- Champ d'application, polyvalence
- Pratique et maîtrise d'un outil métier (langue étrangère, logiciel métier)

- **Qualification**

- Diplôme nécessaire pour assurer les missions
- Habilitation, certification
- Actualisation des connaissances

- **Expertise**

- Connaissance requise
- Autonomie

- **Sujétions**

- Relations externes, internes (typologie des interlocuteurs)
- Risque d'agression physique
- Risque d'agression verbale
- Exposition aux risques sanitaires
- Risque de blessure
- Itinérance, déplacements
- Variabilité des horaires
- Contrainte météorologique
- Travail posté
- Obligation d'assister aux instances
- Délégation de signature (engagement financier)
- Engagement de la responsabilité juridique
- Acteur de la prévention
- Travail dimanche et les jours fériés (dans la mesure où ce n'est pas valorisé par une autre prime)
- Travail exercé par la filière médico-sociale
- Impact sur l'image de la collectivité

AGEDI Dépôt Préfecture d'Albi
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 10/12/2024 081-200066553-20241209-DBC_2024_079-DE

- **Expérience professionnelle**
 - Expérience dans d'autres domaines qui peuvent apporter un intérêt au poste
 - Connaissance de l'environnement de travail
 - Capacité à exploiter les acquis de l'expérience

5. Les groupes

Catégorie	Groupe	Grades
Catégorie A	A1	Attaché hors classe Attaché principal Attaché Ingénieur principal Ingénieur
	A2	Attaché hors classe Attaché principal Attaché Ingénieur principal Ingénieur
Catégorie B	B1	Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe Rédacteur Animateur principal de 1 ^{ère} classe Animateur principal de 2 ^{ème} classe Animateur territorial Technicien principal de 1 ^{ère} classe Technicien principal de 2 ^{ème} classe Technicien territorial Educateur principal des APS de 1 ^{ère} classe Educateur principal des APS de 2 ^{ème} classe Educateur des APS
	B2	Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe Rédacteur Animateur principal de 1 ^{ère} classe Animateur principal de 2 ^{ème} classe Animateur territorial Technicien principal de 1 ^{ère} classe Technicien principal de 2 ^{ème} classe Technicien territorial Educateur principal des APS de 1 ^{ère} classe Educateur principal des APS de 2 ^{ème} classe Educateur des APS
	B3	Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe Rédacteur Animateur principal de 1 ^{ère} classe Animateur principal de 2 ^{ème} classe

AGEDI Dépôt Préfecture d'Albi
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 10/12/2024 081-200066553-20241209-DBC_2024_079-DE

		animateur territorial technicien principal de 1 ^{ère} classe technicien principal de 2 ^{ème} classe technicien territorial éducateur principal des APS de 1 ^{ère} classe éducateur principal des APS de 2 ^{ème} classe éducateur des APS
Catégorie C	C1	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe Adjoint administratif territorial Adjoint d'animation territorial principal de 1 ^{re} classe Adjoint d'animation territorial principal de 2 ^{ème} classe Adjoint d'animation territorial Agent de maîtrise principal Agent de maîtrise Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe Adjoint technique territorial Opérateur principal des APS Opérateur qualifié des APS Opérateur des APS
	C2	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe Adjoint administratif territorial Adjoint d'animation territorial principal de 1 ^{re} classe Adjoint d'animation territorial principal de 2 ^{ème} classe Adjoint d'animation territorial Agent de maîtrise Agent de maîtrise principal Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe Adjoint technique territorial Opérateur principal des APS Opérateur qualifié des APS Opérateur des APS

6. L'Indemnité de Fonctions de Sujétions et d'Expertise (L'IFSE)

Catégorie	Groupe	Plafond
Catégorie A	A1	36 210 €
	A2	32 130 €
Catégorie B	B1	17 480 €
	B2	16 015 €
	B3	14 650 €
Catégorie C	C1	11 340 €
	C2	10 800 €

AGEDI Dépôt Préfecture d'Albi
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 10/12/2024 081-200066553-20241209-DBC_2024_079-DE

L'IFSE fera l'objet d'un versement mensuel.

IFSE technicité « responsabilité régie »

Certains agents exercent des fonctions de régisseurs titulaire d'avances ou de recettes. Auparavant ils avaient une indemnité pour cette qualité de régisseur titulaire. Le montant plafond de cette indemnité est fixé par arrêté ministériel. Cette indemnité des régisseurs n'étant pas cumulable avec le RIFSEEP, il convient de l'intégrer dans l'IFSE selon les montants ci-dessous :

RÉGISSEUR D'AVANCES	RÉGISSEUR DE RECETTES	RÉGISSEUR D'AVANCES ET DE RECETTES	MONTANT brut de l'indemnité IARAC de responsabilité annuelle (en euros)
Montant maximum de l'avance IARAC pouvant être consentie	Montant moyen des recettes encaissées mensuellement	Montant total du maximum de l'avance IARAC et du montant moyen des recettes effectuées mensuellement	
Jusqu'à 1 220	Jusqu'à 1 220	Jusqu'à 2 440	110
De 1 221 à 3 000	De 1 221 à 3 000	De 2 441 à 3 000	110
De 3 001 à 4 600	De 3 001 à 4 600	De 3 000 à 4 600	120
De 4 601 à 7 600	De 4 601 à 7 600	De 4 601 à 7 600	140
De 7 601 à 12 200	De 7 601 à 12 200	De 7 601 à 12 200	160
De 12 200 à 18 000	De 12 201 à 18 000	De 12 201 à 18 000	200
De 18 001 à 38 000	De 18 001 à 38 000	De 18 001 à 38 000	320
De 38 001 à 53 000	De 38 001 à 53 000	De 38 001 à 53 000	410
De 53 001 à 76 000	De 53 001 à 76 000	De 53 001 à 76 000	550
De 76 001 à 150 000	De 76 001 à 150 000	De 76 001 à 150 000	640
De 150 001 à 300 000	De 150 001 à 300 000	De 150 001 à 300 000	690

Le montant de l'indemnité pour les régisseurs sera précisé distinctement dans l'arrêté individuel d'attribution de l'IFSE et sera versé mensuellement.

Cette indemnité cessera d'être versée lorsque l'agent ne remplira plus cette fonction.

7. Le Complément Indemnitare Annuel (CIA)

L'institution du CIA est obligatoire mais son versement reste facultatif.

Il est non reconductible d'une année sur l'autre.

Le versement du CIA est apprécié au regard

- de l'investissement personnel de l'agent dans l'exercice de ses fonctions,
- sa disponibilité,
- la qualité de son travail

AGEDI Dépôt Préfecture d'Albi
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 10/12/2024 081-200066553-20241209-DBC_2024_079-DE

- son assiduité
- son sens du service public
- sa capacité à répondre à l'intérêt du service
- Son respect de la déontologie
- Sa capacité à travailler en équipe
- Sa capacité à s'adapter aux exigences du poste
- Son implication dans les projets
- Sa participation active à la réalisation des missions rattachées à son environnement professionnel
- Le respect de la hiérarchie

Il est proposé un montant maximum de 900 euros brut par an et par agent.

Le montant alloué au semestre sera défini par arrêté individuel au mois de juin et au mois de décembre selon la situation contractuelle de l'agent. Si un agent quitte la collectivité entre ses 2 périodes, l'arrêté sera pris au moment du versement de son solde de tout compte.

8. Le RIFSEEP en cas d'absentéisme

Maintien dans son intégralité de l'IFSE et du CIA en cas de congés annuels, de congés pour accident de service, pour maladie professionnelle, pour congés de maternité, de paternité et d'adoption.

En cas de congé maladie ordinaire, conservation du régime indemnitaire dans les mêmes conditions que le traitement de base.

En cas de congés de longue maladie, de congés de longue durée ou de grave maladie l'IFSE n'est pas maintenu.

En cas de temps partiel pour raison thérapeutique le montant de l'IFSE est maintenu

Pour un agent en période de préparation au reclassement l'IFSE est maintenue.

Lorsque le fonctionnaire est placé en congé de longue maladie ou de longue durée ou de grave maladie à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire antérieurement accordé, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie lui demeurent acquises.

9. Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} janvier 2025.

Pour copie certifiée conforme

Le Secrétaire de séance – Robert BOUSQUET



Le Président – Daniel VIDAL



Acte rendu exécutoire
après dépôt en
Préfecture
le 10 / 12 / 2024
et publié ou notifié
le 10 / 12 / 2024

AGEDI Dépôt Préfecture d'Albi
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 10/12/2024 081-200066553-20241209-DBC_2024_079-DE

AGEDI
Dépôt Préfecture d'Albi

Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 10/12/2024
081-200066553-20241209-DBC_2024_079-DE